

De l'(in)utilité des ESU : le point de vue des étudiants lyonnais du PSU

Par François Péronnet

Alain Rocher retrace une trajectoire militante passionnée et passionnante¹ où le PSU (et les ESU²) apparaissent comme une évidence. Je voudrais ici lui faire écho et expliquer en quoi le PSU fut, pour les militants qui animèrent le mouvement étudiant à Lyon en 67/71, également une évidence, mais pas les ESU.

Le PSU bénéficiait à Lyon (et dans le Rhône) d'un poids (notamment électoral) nettement supérieur à la moyenne nationale même s'il n'est pas devenu un « parti de masse » comme en Bretagne. Cela s'explique sans doute par l'ancienneté et l'originalité de son inscription dans certaines luttes (notamment anti-armements – Suzanne Gerbe) et par le poids de la CFDT³ résultant lui-même de l'importance de l'industrie chimique. S'appuyant sur ce « bastion », la CFDT est également bien implantée dans d'autres secteurs et est en mesure de faire bonne figure face à la CGT sur le département ; elle sera notamment suffisamment forte pour ouvrir la porte de nombre d'usines aux étudiants en 1968 (cf. témoignage de Georges Tissot⁴). Les dirigeants de la CFDT sont très proches du PSU (Madeleine Delessert ; Claude Huissoud -secrétaire fédéral- n'est pas formellement adhérent, mais son frère Bernard, auquel il est très lié, y est très actif⁵). Le PSU dispose d'une base ouvrière solide.

Le PSU n'a guère à subir la concurrence d'organisations d'extrême gauche, même en milieu étudiant. Les lambertistes sont totalement absents, à telle enseigne qu'ils dépêcheront Nicole Bernard à Lyon, après 1968, pour tenter d'implanter leur organisation. La JCR n'a jamais réellement existé à Lyon malgré la forte personnalité de Françoise Routhier. Ce qu'il en reste décidera de se dissoudre dans une nébuleuse, « le mouvement du 22 mars lyonnais », qui était en fait une structure ouverte où certains camarades du PSU intervenaient également. La tentative ultérieure d'un de ses membres d'en faire une quasi-formation politique (sous entendu face aux autres forces organisées c'est-à-dire le PSU) et qui aurait assuré la direction du mouvement de mai 68 à Lyon est pure réécriture. Cette prétention sera

¹ On peut consulter son article « ESU de LYON dans les luttes » dans ce même ouvrage et la version longue de son témoignage, « *Contribution à l'histoire des étudiants du PSU* », disponible sur le site <http://esu-psu-unef.org/>.

² Alain Rocher, Eric Gerbe, Jean Pierre Vial et son frère Jean-Paul sont fils de militant(e)s de la première heure du PSU.

³ Le virage de la CFDT vers la radicalisation trouve sans doute son origine dans sa récente déconfectionnalisation et dans la vigueur des luttes à la Rhodia. Celle-ci apparaîtra lors de la manifestation contre les ordonnances de 1967 qu'évoque Alain Rocher. Engagée sur la base d'un défilé unitaire classique, elle se transforma en affrontements violents des ouvriers grévistes avec la police.

⁴ Voir les contributions d'Eric Gerbe et Georges Tissot sur le site <http://esu-psu-unef.org/>.

⁵ Sur l'UD CFDT du Rhône on pourra consulter : M. Pasquio, *La CFDT. Congrès confédéral et union départementale du Rhône, 1970-1982*, mémoire, IEP Lyon, 2000.

notamment affirmée lors d'un colloque organisé à Lyon pour le 40ème anniversaire de mai 68⁶ et elle sera réitérée dans une publication

postérieure⁷.

Quant aux « forces de gauche » traditionnelles, le PCF est enfermé dans son stalinisme où la voix des communistes « ouverts » (Jean et Jeannette Colombel) ne parvient pas à se faire entendre et la FGDS est très affaiblie ; nous maintenons des contacts cordiaux avec quelques conventionnels étudiants (Hernu, Queyranne, Vianès).

Seules existaient deux forces politiques alternatives significatives : un courant antiautoritaire (composé d'anars-marxistes, comme le « grand » Bres ou de personnalités comme André Bruston⁸ et d'autres figures d'origine protestante, issues de la FFACE et marquées par la « théologie de la mort de dieu » avec lesquels plusieurs d'entre nous, Éric Gerbe, Claude Chareyre notamment, entretenaient un dialogue plus ou moins régulier. Une partie de cette mouvance sera à l'origine des Cahiers de mai à Lyon, les « pro-chinois » qui se regroupèrent au sein du PCMLF (sous l'égide de Jean-Claude Rey et des frères Charnomordic), dont certains d'entre nous étaient proches, et que finira par rejoindre Pierre Bauby. Mais ces forces n'ont jamais mordu en dehors du milieu étudiant.

Une des qualités du PSU était de savoir faire cohabiter en son sein ces diverses influences. Ce qui est interprété par certains commentateurs extérieurs comme un étalage de contradictions constituait notre force, car cela nous permettait d'être à l'écoute des différentes sensibilités du mouvement, d'y exercer notre influence et assez souvent de réaliser une synthèse efficace⁹. En fait, cette convergence dans l'action allait bien au-delà de l'axe AGEL-CFDT-PSU. Chercher à identifier des oppositions stratégiques entre des courants plus ou moins structurés relève de la reconstruction a posteriori.

⁶ *L'intelligence d'une ville*, 26/04/2008 Intervention de Jacques Wajnsztein. Celle-ci est un exemple emblématique de falsification de l'histoire : rôle dirigeant attribué de façon compulsive à leur petit groupe assez marginal (quelques annotations factuelles de l'auteur lui-même permettent cependant au lecteur averti de remettre les choses à leur place), escamotage du PSU (que ce soit à l'AGEL ou à la CFDT), présenté soit comme traversé de contradictions entre pro et anti-mouvement, soit comme un groupe de bureaucrates tentant de se raccrocher aux luttes, alors que c'est, en fait, le plus souvent le PSU et ces deux structures qui sont à l'origine des actions. Je ne saurais trop recommander cette lecture.

⁷ Il est notamment intéressant de s'arrêter sur la manifestation du 24 mai 1968 (voir le récit qu'en fait A. Rocher). Lors du colloque cité dans son article « Mai 68 à Lyon », *Temps critiques*, mai 2008, ce même Jacques Wajnsztein, outre une explication manipulateur, justifie l'attaque de la Préfecture par l'objectif de soulager les militants parisiens en les délestant de quelques forces de l'ordre ainsi fixées à Lyon, alors que celle-ci s'est inscrite dans un contexte strictement lyonnais en réaction au tournant pris par les événements nationaux. Un journaliste de *Lyon Mag* a présenté comme des interviews de G. Mouret et P. Masson (ainsi que du Recteur et du Préfet pour faire bonne mesure) une interprétation personnelle des événements (<http://www.lyonmag.com/article/7621/mai-68-lyon-s-enflamme> et <http://www.lyonmag.com/article/7722/l-etudiant-on-voulait-un-changement-radical>)

⁸ Il fut un des rédacteurs de la brochure du CRIR, voir *Éléments pour une histoire du mouvement étudiant avant mai 68*, CCRME, déjà cité. Voir son intervention au colloque cité infra.

⁹ Je pense que ce trait est une caractéristique assez générale du PSU.

Pour qui voulait s'inscrire dans une action politique qui déborde de l'université et soit en prise sur la société, c'est-à-dire qui se situe dans une perspective révolutionnaire, seul existait le PSU. Les raisons d'adhérer au PSU qu'évoque Christian Barrère dans sa contribution (« Pourquoi adhère-t-on aux ESU au début des années soixante ? ») restaient également valables à la fin des années soixante. En revanche, les ESU nous sont vite apparus comme une structure, au mieux inutile, au pire dangereuse, pour plusieurs raisons.

Ayant abandonné la perspective syndicale pour se transformer en mouvement politique de masse, l'UNEF est à même de véhiculer des messages et d'engager des luttes directement politiques en milieu étudiant sans qu'elle ait besoin de relais partidaires pour son action (voir mon article « Le PSU et l'UNEF après 68, une faillite stratégique »).

Déléguer des camarades à l'action spécifique du PSU aurait retiré des forces militantes à l'AGEL/UNEF. En fait, il suffisait que chacun sache que les leaders de celle-ci étaient membres ou proches de ce parti pour que la visibilité de celui-ci s'opère et pour que de nouveaux militants le rejoignent. Nous n'avons jamais cru que l'on pouvait adhérer directement au parti sans la médiation de l'organisation de masse.

Les ESU ne sont pas une organisation de jeunesse. Les étudiants qui adhèrent sont membres de plein droit du parti. Les ESU ne sont donc pas un sas préalable à l'adhésion plénière. Ils ne correspondent pas davantage à la consigne d'adhésion et d'organisation sur le lieu de travail puisque les sections sont étudiantes et non des sections de faculté qui regrouperaient étudiants, enseignants et personnel.

Ils constituent en revanche une structure en porte à faux. Car, à organiser de manière autonome les étudiants, on les réduit à l'état de vulgaires adhérents d'une organisation d'extrême gauche sans assise populaire et on les rend vulnérables aux influences de ces mêmes groupuscules en les coupant de la réalité militante du parti. La force du PSU au contraire est de permettre la confrontation en son sein de diverses expériences de lutte et l'élaboration collective, non construite à partir de l'université, d'une stratégie d'ensemble.

Les instances de pseudo-décisions et de pseudo-direction (conférences nationales étudiantes avec vote de résolution, secrétariat national) dont on les a dotés sont autant de gadgets qui ne pèsent pas lourd et c'est heureux, face aux orientations arrêtées par la direction du parti et mises en œuvre par son responsable des étudiants. En revanche, l'existence de ces instances séparées entretient l'isolement des étudiants et leur coupure de la réalité de la vie du parti. Mais le maintien de cette structuration indépendante facilitait la tâche de ceux qui voulaient faire des étudiants

une force de pression de gauche dans le parti (voir mon paragraphe de conclusion sur le stage de Corse dans « Le développement du débat idéologique chez les étudiants du PSU après 68 »).

Nous étions bien placés à Lyon pour faire le constat de l'inutilité des ESU car notre référence avait toujours été le PSU, surtout pour ceux qui n'en étaient pas adhérents. En outre, de nombreux camarades, leaders UNEF dans leurs facs, déjà encartés au PSU, militaient dans d'autres fédérations (notamment Jean Pierre et Jean Paul Vial¹⁰ en Ardèche) ou localement¹¹. Une tentative de regrouper les adhérents du PSU et ses sympathisants sur une base étudiante n'aurait eu aucun sens.

L'AGEL et la CFDT étaient dirigées par des militants qui pour certains étaient au PSU et d'autres non mais qui tous se reconnaissaient dans son positionnement et son action. Le fonctionnement du PSU était tel à Lyon que nous participions (AGEL et CFDT) aux instances fédérales sans être membres du parti. Quand certains de ces militants étudiants se sont posé la question de rejoindre le parti, c'est évidemment vers le PSU qu'ils se sont tournés ; il n'était pas question de créer des sections étudiantes. Il ne s'agissait pas pour nous de cacher notre appartenance au PSU, ni de refuser de relayer ses orientations à l'Université, ni de s'abstenir de recruter, mais nous considérions qu'un militant, qui a déjà une action à l'université (dans le cadre de l'UNEF en l'occurrence), accomplit une démarche d'adhésion pour inscrire cette action dans un cadre plus large.

La suppression des sections étudiantes reposait à la fois sur l'analyse que j'ai développée précédemment et que nous avons progressivement élaborée et sur la longue pratique qui avait vu les militants étudiants lyonnais participer au travail des sections locales (cf. témoignage cité de G. Tissot). Cette position a été entérinée par le bureau fédéral à la fin de l'année 1968¹² ce qui a rendu vaines les pressions du SNE et de M. Heurgon pour nous faire rentrer dans le rang. Nous avons tous (niveau local et national) préféré composer¹³. La situation hybride et intenable¹⁴ qui en a résulté n'a pas été tranché, car la disparition des ESU est ensuite intervenue assez rapidement.

¹⁰ Jean Pierre (†), jouera plus tard un rôle important dans l'implantation de Robert Chapuis en Ardèche.

¹¹ C'est pourquoi la liste « ESU » dont disposait le SNE pour Lyon ne recouvrait qu'une réalité militante partielle.

¹² A noter, pour l'anecdote, que G. Mouret n'était pas encore membre du PSU quand il a fait adopter en bureau fédéral le principe de l'adhésion en section locale ! Il adhéra, comme moi, en 1969.

¹³ La période d'incompréhension de la direction du PSU, à la fin 68, quant à nos orientations et nos intentions est sans doute à l'origine de notre invalidation (formellement due à des raisons financières) au congrès de Marseille de l'UNEF.

¹⁴ Absence d'ESU constitués à Lyon mais présence de représentants de Lyon aux CNE sur la base d'un décompte de mandats convenu avec le SNE !